

TURQUIE-IRAN : UNE ENTENTE CORDIALE ?

Nora Seni

La Découverte | « Hérodote »

2018/2 N° 169 | pages 55 à 65

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707199638

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2018-2-page-55.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Turquie-Iran : une entente cordiale ?

*Nora Seni*¹

Analyser les relations turco-iraniennes², c'est se laisser interpellé par la mystérieuse stabilité de la frontière territoriale entre ces deux pays qui demeure inchangée depuis quasiment quatre siècles, depuis les accords de Qasr-e Chirin signés en 1639. Surprenante dans une région qui ne cesse de reconfigurer sa géographie des nations, des religions et des ethnies, la pérennité du tracé qui sépare ces deux pays n'est pas aisée à expliquer. En effet, les tensions qui n'ont pas manqué de troubler leurs relations n'ont guère engendré jusqu'à nos jours de conflits aptes à modifier ces tracés. Faisant ce même constat, l'historien Mohammad-Reza Djalili qualifie ces deux pays de « lions que se toisent sans se battre » [2015].

Issues de deux empires concurrents, ces deux républiques sont aujourd'hui de poids comparables, notamment du point de vue de leur population, environ 80 millions. Elles possèdent toutes deux des classes moyennes éduquées et avides de consommation, une jeunesse urbaine connectée au monde occidental. Leur histoire autorise la comparaison.

La modernité a engendré des évolutions parallèles dans les univers ottoman et perse qui se sont prolongées après la Première Guerre mondiale : en Turquie comme en Iran, l'État est refondé par deux militaires de carrière formés à l'occidentale, respectivement Mustafa Kemal Atatürk et Reza Shah Pahlavi. Deux hommes perçus comme providentiels et qui, une fois devenus chefs d'État, entament quasi simultanément des réformes « occidentalisantes » et autoritaires

1. Professeure à l'Institut français de géopolitique, université Paris 8, membre du Crag associée au CETOBAC/EHESS, ancienne directrice de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes-Istanbul).

2. Je remercie Kenan Mortan et Fehim Tastekin pour leurs commentaires et suggestions.

menées au pas de charge. Voici deux dirigeants qui fondent leur légitimité sur la reconquête territoriale. Mustafa Kemal reprend l'Anatolie de l'Ouest aux Grecs (1922), opprime les révoltes kurdes, Reza réprime les autorités dissidentes entre 1921 et 1925. Reza réussit moins bien que Kemal à maîtriser l'opposition des milieux religieux qui entravent son projet d'établir une république à l'instar de la Turquie. Est-ce pour cela qu'en Turquie les réformes sont plus radicales et mieux abouties ? En tout cas, elles servent de modèle à l'Iran. La Turquie adopte l'alphabet latin et engage une discontinuité radicale, linguistique, culturelle et civilisationnelle avec l'Empire ottoman. Elle renonce à l'étendue des territoires ottomans pour se centrer sur l'ample presque-île anatolienne et sur la Thrace orientale. Les deux États se dotent du système métrique, introduisent les noms de famille, contribuent à la mutation des rites vestimentaires. La Turquie interdit le port du fez et du *kalpak*, défend aux hommes de porter d'autres couvre-chefs que la casquette ou le chapeau feutre (1925). Kemal mène campagne pour l'abandon du voile féminin. L'Iran interdit purement et simplement le voile en 1936.

Il faudrait entamer une analyse comparée détaillée de la façon dont, compte tenu de leur univers culturel et de la cosmogonie de leurs croyances, ces deux sociétés réagissent face à ces mesures d'occidentalisation accélérée. L'analyse des réformes administratives, politiques, diplomatiques ne peut tout dire de leurs effets sur le monde des représentations, de l'imaginaire, des mentalités des différentes strates sociales dans ces deux sociétés. Ainsi, cet article ne prétend pas renseigner les méandres par lesquels ces populations se sont approprié ou ont refusé ces mesures qui, souvent, bouleversaient le cours de leur existence. Il s'agira ici de repérer quelques moments géopolitiquement significatifs de l'histoire relationnelle de ces deux pays pour cerner les raisons et la nature des précautions qu'ils prennent, quelle que soit la gravité de leurs dissensions, à ne jamais envenimer leurs rapports bilatéraux.

Le parallélisme dans l'évolution des deux pays, repérable dès le début du XX^e siècle, induit des positionnements comparables sur le plan strictement géopolitique et sur les scènes régionale et internationale. En 1932, plutôt que de céder aux sirènes de Moscou, Ankara et Téhéran se rapprochent du monde occidental et signent un accord sur le tracé définitif de leur frontière. En 1937, ils conviennent d'un pacte qui les lie à l'Afghanistan et à l'Irak. Ce pacte établit la non-ingérence dans les affaires intérieures des quatre pays,

et prévoit également leur coopération dans les luttes contre d'éventuels mouvements subversifs. Cette dernière disposition concerne en premier lieu l'Iran et la Turquie vis-à-vis de la contestation kurde [Kaval, 2012].

La Turquie républicaine abandonne définitivement le projet panturquiste dont certains aspects pouvaient inquiéter l'Iran.

Après la Seconde Guerre mondiale, face à ce qu'ils perçoivent comme des pressions de la part de l'URSS, les deux États s'inscrivent dans la ligne de la stratégie américaine d'endiguement dont ils deviennent les supports régionaux. En 1952, tout en rejoignant l'Alliance atlantique, la Turquie signe le pacte de Bagdad avec l'Iran, l'Irak et le Pakistan, et s'associe à ces pays dans le cadre de la stratégie antisoviétique des États-Unis et de l'Angleterre. Ce positionnement parallèle au sein de la stratégie d'endiguement des États-Unis se poursuit jusqu'à la création de la République islamique théocratique.

Une nouvelle ère s'ouvre dans les relations turco-iranienne en 1979 avec un bouleversement politique que les médias ont appelé la « révolution des mollahs ». Tout imprégnée de sa volonté de rupture avec l'ordre ottoman, la Turquie post-républicaine a longtemps détourné son attention du Moyen-Orient considéré soit comme dangereux, soit comme dénué d'intérêt en termes de culture et de mode de vie. Cette « indifférence » concernait aussi l'Iran. Pris dans leur tropisme fondamentalement pro-occidental, les gardiens turcs de la laïcité, dont l'armée, mais aussi les strates sécularisées de la société civile, les élites économiques et intellectuelles occidentalisées, sont fortement inquiets de l'avènement d'une république islamique à ses frontières. Le destin théocratique de l'Iran devient l'expression de la menace qui guette la Turquie si elle se laisse aller à des dérapages vers plus de religion dans la vie politique. Dans l'imaginaire des Turcs convaincus d'une laïcité, garante d'un régime et d'un mode de vie à l'occidentale, la République islamique est un épouvantail, la représentation d'une menace de régression vers l'obscurantisme. Jusqu'à la conquête du gouvernement turc par l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdogan, l'Iran fait peur à la Turquie laïque, moins pour avoir déçu l'espoir de plus de liberté et de justice promis par la révolution que par les images répulsives à souhait qu'exhibent les médias, de femmes persanes empaquetées de vêtements très couvrants et que le voile achève de rendre anonymes. Devenue emblématique de la sensibilité conservatrice, la question du voile à l'université s'invite dans le débat politique en Turquie et devient le point focal de l'opposition entre les islamo-conservateurs et les « kémalistes » dans les années 1990.

Autant la Turquie avait inspiré l'Iran de la première génération des Pahlavi, autant elle devait désormais représenter ce que l'Iran combattait : la laïcité, l'orientation pro-occidentale, la proximité avec Israël. La République islamique avait abandonné bruyamment l'axe occidental par la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran de 1979-1981 tandis que la Turquie maintenait sa proximité avec les États-Unis et son alliance avec Israël. Sur la scène domestique, la Turquie persévérait dans l'interdiction du port du voile à l'université tandis que l'Iran le rendait obligatoire dans l'espace public.

Aujourd'hui, Iran et Turquie se situent dans des camps que le conflit syrien oppose depuis 2011. Ce positionnement semble ne pas exclure des gestes de

soutien stratégique comme celui des renseignements iraniens qui auraient, les premiers, prévenu le président turc du coup d'État en préparation le 15 juillet 2016. Leur opposition ne les a pas empêchés de signer, ensemble avec la Russie, le 4 mai 2017, l'accord tripartite d'Astana qui devait créer quatre zones de cessez-le-feu en Syrie. Sans parler de l'essor de leurs échanges économiques de cette dernière décennie et bien que l'essor en question restât tributaire du maintien de la convergence stratégique entre les deux pays. Ainsi, les exportations turques vers l'Iran ont diminué de 7,8 % et les importations de 5,2 % en 2014³ après que la Syrie a abattu un avion turc (juin 2012) et que l'Otan a installé des missiles sol-air Patriot sur la base militaire d'Incirlik en Turquie (janvier 2013). Cela signifiait pour l'Iran la participation de la Turquie à la stratégie américaine de la défense d'Israël.

Quelles autres logiques sous-tendent tensions, conflits, convergences et alliances pérennes entre ces deux pays ? Ne pouvant traiter ici de toute la complexité des relations turco-iraniennes ni du regard que portent les Turcs sur l'Iran, la focale sera mise principalement sur les stratégies diplomatiques et politiques, parfois paradoxales, qui souterrainement continuent de se déployer en dépit des conflits contemporains qui opposent les deux pays. Contrairement à ce qui est généralement admis, les enjeux énergétiques apparaissent à cet égard comme éléments pacificateurs plutôt que sources de conflit. L'exploration de la *diplomatie énergétique* de la Turquie vis-à-vis de l'Iran contribuera ici à partiellement dissiper le mystère de ce qui semble bien être un pacte implicite de non-agression. J'appelle ici « diplomatie énergétique » l'ensemble des décisions et actions d'un pays qui relèvent du domaine de l'énergie et qui, au-delà des intérêts économiques, visent à modifier ses relations bilatérales et multilatérales.

1989-1997 : l'ère des antagonismes

Pendant les premières décennies consécutives à la révolution de 1979, la propension prosélyte de la République islamique n'a guère épargné la Turquie.

Sa volonté de déstabilisation s'est manifestée d'abord dans les zones frontalières par l'appui apporté aux combattants du PKK. La Turquie a accusé l'Iran d'en héberger plus d'un millier et d'abriter une cinquantaine de bases du PKK. Ces accusations ont été suivies par le bombardement, en 1999, de deux villes

3. Avec 4,05 % du total des importations turques, l'Iran est en sixième position parmi les fournisseurs de la Turquie et en dixième position parmi ses pays clients en recevant seulement 2,46 % de ses exportations totales (chiffres de 2014 [Foreign Economic Relations Board, 2015, p. 21]). La Turquie exporte vers l'Iran or, pierres précieuses, machines, engins mécaniques et pièces détachées, instruments électriques, enregistreurs et diffuseurs de sons et d'images, etc.

frontalières iraniennes par l'armée turque. Ceci alors que les relations diplomatiques entre les deux pays venaient d'être rétablies en 1997. Elles avaient été suspendues à la suite de ce que les médias ont appelé l'« incident de Sincan », du nom d'une ville du Sud-Est anatolien où s'était déroulée une cérémonie ritualisée à l'instar d'une tradition iranienne où la conquête de Jérusalem est mimée et qui est prétexte à psalmodier la haine d'Israël et la gloire du Prophète. Cette cérémonie s'était déroulée en présence de l'ambassadeur iranien qui, à la suite de cet événement, devait être déclaré *persona non grata* tandis que les relations diplomatiques des deux pays étaient suspendues. Le lendemain de l'événement, les chars de l'armée turque paraient dans la ville pour « parer au danger de la réaction religieuse », l'*irtica* (prononcer « irtidja »)

On peut pister le rôle de l'Iran dans la prolifération en Turquie et pendant les décennies 1980 et 1990 d'une « nébuleuse Hezbollah », groupuscules fonctionnant sur le modèle Hezbollah et s'identifiant d'ailleurs comme Hezbollah. Ces mouvements sont à l'origine d'assassinats qui ont ciblé des intellectuels sécularisés, des journalistes, des féministes ainsi que des sympathisants et représentants du mouvement kurde. Il est d'ailleurs difficile de penser que ces groupes aient pu agir sans le consentement des services de l'État turc⁴. Dans un rapport publié en 2004, Gilles Dorronsoro affirme que si la mouvance Hezbollah en Turquie a bien bénéficié de l'aide de l'Iran, cela n'est en rien comparable au sanctuaire dont jouit le PKK en Turquie. Ils ont reçu de l'argent, ont pu être formés, entraînés en Iran par les Gardiens de la révolution, mais revenaient en Turquie sans avoir pu acquérir des armes. Ils ont visé des personnalités critiques envers l'Islam politique ou envers l'Iran. On leur attribue l'assassinat du professeur de droit et homme politique Muammer Aksoy, de la femme de gauche, professeure d'histoire et de théologie Bahriye Üçok, de dix-huit journalistes, dont Çetin Emeç, chroniqueur au très populaire quotidien *Hurriyet*, et Ugur Mumcu, plume phare du quotidien kémaliste *Cumhuriyet*. L'attaque armée de la voiture où se tenait l'homme d'affaires juif Jak Kamhi leur est également attribuée.

Au chapitre des antagonismes, il est impératif d'ajouter une initiative que l'Iran a dû trouver fort désagréable en cette année 1994 où la Turquie signe avec Israël des accords de coopération militaire (organisation de manœuvres conjointes, établissement de contrats de transfert de technologies, échanges d'information et d'expertise).

4. La littérature politique turque dispose d'une expression, l'« État profond », pour désigner l'association des services des renseignements généraux et de la police avec des groupes ou personnages mafieux pour l'exécution des tâches illicites de l'État

1997-2001 : une stratégie de diplomatie douce

Le virage vers une pacification des relations avec l'Iran est pris avec l'arrivée au ministère des Affaires étrangères turc en 1997 d'un intellectuel, pur produit des études supérieures européennes (droit à l'université de Lausanne, Sciences Po Paris), l'écrivain et idéologue Ismail Cem. Il insuffla une vision multidimensionnelle à la politique étrangère turque en intégrant dans son horizon géographique la Transcaucasie et l'Asie centrale. C'était là une ouverture que les États-Unis favorisaient dans cette ère postérieure à la chute du mur de Berlin. Cependant, Cem sut ne pas se laisser emprisonner dans la stratégie américaine dont il contourna l'ambition d'isoler la Russie et l'Iran. Ainsi devait-il confirmer l'accord avec l'Iran pour la construction du gazoduc de Tabriz-Ankara qui passe aussi par Erzurum, la grande ville du nord-est de l'Anatolie. Cette stratégie énergétique n'aurait pu se développer sans une normalisation préalable de la sécurisation politique entre les deux pays. En 1998, l'Iran et la Turquie signent un mémorandum sur la coopération sécuritaire. Par cet accord, l'Iran satisfaisait aux exigences de la Turquie en reconnaissant le PKK comme organisation terroriste. Qu'enfin les relations avec l'Iran se normalisent soulageait le ministère des Affaires étrangères turc qui ne manqua pas de faire savoir sa satisfaction. La Turquie signait dans le même temps un accord avec l'Azerbaïdjan pour la construction d'un gazoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

C'est pendant cette période que la Turquie est créditée d'un rôle plus actif que celui d'« isolant » entre le monde occidental et l'univers musulman, et pour une fonction moins marginale au sein de l'Otan. Il lui est confié le rôle de « stabilisateur » régional. C'est bien pendant le mandat d'Ismail Cem et non à partir des gouvernements postérieurs de l'AKP qu'est prise cette orientation turque. Elle va de pair avec le déploiement d'une politique d'ouverture au Moyen-Orient, inhabituelle pour une Turquie encore très ancrée dans son tropisme occidental et dans les engagements qui en découlent.

Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères du gouvernement AKP et par la suite Premier ministre d'Erdogan, formalise cette politique d'ouverture et théorise sa doctrine « Zéro problème avec les voisins » dans son ouvrage intitulé « La profondeur stratégique ».

2002-2011 : diplomatie et stratégie énergétique

La Turquie ne produit pas de gaz et ne pourvoit que 10 % de sa consommation de pétrole pour la production domestique. Elle importe 99 % du gaz et 89 % du pétrole qu'elle consomme. Or la croissance de sa demande énergétique, une des plus rapides des pays de l'OCDE, est de l'ordre de 5 % par an. Ainsi est-elle dépendante de ses

fournisseurs, principalement la Russie et l'Iran. La Turquie achète à l'Iran 16,2 % de sa consommation de gaz et 22,4 % de sa consommation de pétrole (chiffres de 2016). La Russie pourvoit à 55 % ses besoins en gaz et 12,4 % en pétrole. En 2015, la facture énergétique de l'État turc s'élevait à plus de 8 % du PIB global. En ce qui concerne l'équilibre des échanges entre Iran et Turquie, la balance est nettement en faveur de l'Iran qui exporte vers son voisin turc près de trois fois la valeur (en dollars) de ce qu'il lui achète. En 2014, ce déficit de la balance commerciale entre les deux pays est évalué à 5,945 millions de dollars. Les produits qui favorisent ainsi l'Iran sont le pétrole et le gaz qui constituent la plus grande part de ce que la Turquie importe depuis l'Iran⁵.

Ce n'est néanmoins qu'à partir de la première moitié de la décennie 2000 et l'entrée en service du gazoduc Tabriz-Erzurum que la Turquie commence à s'approvisionner en gaz naturel iranien. En effet, l'Iran, deuxième pays le plus riche en gaz naturel grâce aux réserves du golfe Persique, est néanmoins un petit exportateur. En l'an 2000, l'Iran n'avait réalisé aucune exportation ; ce n'est qu'à partir de 2001-2002 que s'établit un flux commercial stable fondé sur l'exportation du gaz iranien vers la Turquie. Pendant les années 2000, la Turquie est le client principal de l'Iran. L'exportation par le gazoduc Tabriz-Erzurum est sa seule option et le restera pendant une bonne partie des années 2010.

En effet, l'Iran ne peut exporter son gaz naturel que sous forme gazeuse et ne dispose pas de terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) pour exporter par navires-citernes du GNL. [...] L'incapacité de disposer d'unités de liquéfaction et de terminaux opérationnels pour le GNL est liée principalement aux sanctions internationales (ONU, États-Unis et Europe principalement) contre l'Iran et son programme nucléaire. Pendant les années 2000, les sociétés occidentales (Eni, Linde, Repsol, Shell, Siemens et Total) se sont retirées des projets d'investissements pour l'exploitation du gaz iranien, sa liquéfaction et son transport. Ainsi, l'Iran, en dépit de ses réserves, est loin d'être le premier producteur de gaz naturel en 2010 [Lorin, 2015, p. 53].

Que la Turquie soit son unique débouché pour l'exportation de son gaz pendant cette décennie rend l'Iran dépendant de son voisin.

Cette codépendance constitue, à n'en pas douter, un facteur majeur de *bon voisinage* sur le long terme entre les deux pays. Ces intérêts économiques imbriqués

5. Les autres produits qui figurent dans le classement opéré par le DEIK, Dis Ekonomik Iliskiler Kurulu [Foreign Economic Relations Board, 2015, p. 23], des items achetés à l'Iran sont, par ordre décroissant, du plastique et des produits en plastique, du cuivre et des produits en cuivre, des engrais, des produits chimiques organiques, de l'aluminium, du zinc et des produits en zinc, du verre et des produits en verre, des produits sidérurgiques, du plomb et des produits en plomb.

entre Turquie et Iran infléchissent les rapports de forces et les stratégies géopolitiques de ces deux pays ainsi que la gestion diplomatique du Moyen-Orient par les États-Unis pour qui l'enjeu était de rester coercitif envers l'Iran sans nuire à son allié turc.

Durant cette période, les importations de gaz iranien par la Turquie excèdent ses besoins. Elle a délibérément choisi de favoriser l'Iran comme fournisseur de gaz au point de s'en rendre dépendante pour une partie de sa consommation. Ne s'expose-t-elle pas ainsi et en toute connaissance de cause à une certaine instabilité de ses approvisionnements, compte tenu de l'éventuelle fragilité de ses relations avec l'Iran ou des risques de sabotage sur les pipelines ou de coupures (interruptions momentanées du flux d'hydrocarbures) que peuvent effectuer les États-Unis en cas d'importantes tensions avec l'Iran? Certes, mais visiblement faire ce « cadeau » à l'Iran est tout à fait conforme à la logique, théorisée par Ahmet Davutoglu, de multiplier les échanges et de développer sur le long terme ce qu'on pourrait désigner par un oxymore une *confiance contrainte* dans le cadre d'une coopération régionale entre pays voisins de poids équivalents.

Le programme nucléaire iranien dans la stratégie turque de bon voisinage.

La question du Programme nucléaire iranien (PNI) a été et reste un défi stratégique considérable pour la Turquie. L'approche diplomatique du gouvernement AKP sur cette question obéit à la même logique que celle qui a commandé à un approvisionnement excédentaire en gaz auprès de l'Iran : l'ouverture et la coopération sur la longue durée. Or cette ligne stratégique est souvent entravée par les intérêts et les engagements qui lient la Turquie à ses alliés occidentaux. On peut évoquer à ce sujet la présence d'armes tactiques nucléaires américaines sur la base militaire d'Incirlik.

Le début de l'action coercitive des États Unis envers l'Iran remonte à 1996 et à l'adoption de l'*Iran-Libyan Sanctions Act*. La diplomatie de l'AKP, au pouvoir à partir de 2002, a eu plusieurs occasions de s'interposer entre les grandes puissances du Conseil de sécurité et l'Iran au sujet du PNI. Dans un premier temps, la Turquie incite l'Iran à se conformer aux normes de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) en respectant le Protocole additionnel signé en 2003. Lorsque l'Iran annonce en 2003 la reprise de ses activités d'enrichissement, Erdogan, alors Premier ministre, organise une rencontre à Bakou avec Ahmadinedjad qu'il tente de convaincre et déclare que la communauté internationale ne tolérera pas la prolifération d'armes nucléaires. En 2006 quand cette question suscite une confrontation diplomatique sévère entre l'Iran et le groupe P5+1 (les quatre membres du Conseil de sécurité et l'Allemagne), la diplomatie turque, par la voix d'Abdullah Gül, alors

ministre des Affaires étrangères, joue les facilitateurs entre les États occidentaux et l'Iran. Il ne s'agit néanmoins pas d'une médiation à proprement parler, car la Turquie n'a pas été officiellement mandatée pour concilier les points de vue opposés.

À la signature, le 27 novembre 2009, par vingt-cinq pays – dont la Russie et la Chine – de la résolution de l'AIEA condamnant l'Iran pour avoir dissimulé l'existence d'un second site d'enrichissement d'uranium, la Turquie choisit de s'abstenir. La même année, alors que les négociations entre le P5+1 et l'Iran sont momentanément rompues, le Premier ministre Erdogan rend une visite officielle à Téhéran le 27 octobre 2009 et, bifurquant de la position diplomatique de la Turquie depuis 2006, décrit le programme iranien d'enrichissement comme un « exercice d'énergie nucléaire à buts pacifiques et humanitaires ».

Lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, le 9 juin 2010, de nouvelles sanctions contre l'Iran, seuls le Brésil et la Turquie votent contre. Cela suscite sur la scène internationale les premiers doutes concernant la pérennité de l'orientation et des engagements occidentaux de la Turquie.

Comment se fait-il que le Programme nucléaire iranien dont les pays du monde entier se méfient n'effraie pas son voisin immédiat, la Turquie ? Lorsque le Conseil de sécurité adopte en juin 2010 les sanctions contre l'Iran, la guerre qu'Israël a menée contre le Hamas à Gaza (2008-2009) vient de s'achever. Tout au long de ces combats, la Turquie a multiplié les déclarations, gestes et actions contre Israël⁶. Cette attitude converge avec une logique qui vient surplomber l'active stratégie turque de bon voisinage régional. Il s'agit désormais d'établir le *leadership* de la Turquie dans le monde arabo-musulman sunnite. Cette volonté s'épanouit avec les printemps arabes. Signifier son opposition à Israël constitue le laissez-passer indispensable pour avancer dans ce projet de *leadership*. Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, manifeste un soutien vibrant aux Palestiniens de Gaza, multiplie les déclarations contre Israël et pousse cette tactique que les médias ont baptisée « jouer pour la rue arabe »... jusqu'à suspendre les relations diplomatiques turco-israéliennes. La Turquie rivalise avec l'Arabie Saoudite dans l'ambition d'établir une influence monopolistique sur le monde arabe, ce qui la rapproche d'autant de l'Iran. Cette ambition l'emporte sur la méfiance que pourrait lui inspirer le projet nucléaire de son voisin perse. La Turquie préfère avoir l'Iran à ses côtés dans son projet d'influence sur le monde arabo-sunnite et reste imperturbable face au danger d'instabilité régionale que fait peser le Programme nucléaire iranien. Au demeurant cette posture est cohérente avec la politique d'émancipation symbolique et

6. L'épisode de la flottille « humanitaire » turque *Mavi Marmara* (dont le mouvement organisateur [IHH] fut classé par la suite parmi les groupes « terroristes »), arrimée par les soldats de Tsahal et qui se solda par la mort de neuf Turcs en mai 2010, constitue l'acmé de ce moment de tension entre Israël et la Turquie et précède de quelques mois le début des printemps arabes.

réelle que la Turquie adopte envers ses alliés occidentaux. En choisissant de faire cavalier seul face l'ensemble des pays de l'ONU, la diplomatie turque obéit à la propension d'Erdogan à héroïser ses postures.

Le soutien de l'Iran sur la scène internationale, la diplomatie énergétique, l'ensemble des gestes qui maintiennent la confiance entre les deux pays disparaîtront-ils dans la période contemporaine bouleversée par plusieurs déflagrations qui distribuent les deux pays dans des camps opposés ? Face aux printemps arabes, au conflit syrien, à la résurgence de la question kurde, à la guerre contre l'État islamique, au retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien l'Iran et la Turquie s'inscrivent au sein d'alliances qui s'opposent, se font la guerre par l'intermédiaire des mouvements qu'ils contrôlent : le Hezbollah, al-Nosra (Al-Qaïda), les groupes djihadistes qui n'ont de cesse de se défaire et de se refonder en de nouvelles organisations à l'instar d'Ahrar al-Sham et Nouredine Zengi qui se sont agglutinées pour créer, en février 2018, le Front de libération de Syrie pour marcher avec l'armée turque sur Afrin, ville kurde en Syrie du Nord tenue par le YPG et assiégée par la Turquie depuis janvier 2018. Ces développements complexes, extrêmement volatils et en constante reconfiguration autour du conflit syrien, ont-ils asséché le fleuve souterrain de bonne entente entre les deux pays ?

L'Iran soutient Bachar al-Assad depuis le début du soulèvement syrien et a consolidé de nouvelles bases au nord de l'Irak et de la Syrie grâce à ce conflit. En 2011, Recep Tayyip Erdogan a cru imminent le départ d'Assad et s'est impliqué pour le changement de régime en Syrie dès les premiers mois de la révolte. Iran et Russie se sont associés pour le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad. Conjoncturelles, ces alliances se reconfigurent selon les enjeux du moment. En juillet 2016, après la tentative de coup d'État en Turquie, l'Iran et la Russie furent les premiers à manifester leur soutien au président turc alors que celui-ci était outré de l'hésitation des chefs d'État occidentaux à lui exprimer leur appui. La Turquie a rejoint l'Iran et son allié russe à Astana le 4 mai 2017, et à Sotchi le 17 novembre de la même année pour établir des accords de cessez-le-feu en Syrie. Le plus spectaculaire des délitements d'alliance se donne à voir à l'occasion de l'opération turque sur Afrin et pendant la rédaction de cet article. Si les Turcs franchissent l'Euphrate vers l'est et vers la ville de Membich comme l'annonce le président Erdogan, États-Unis et Turquie associés au sein de l'Otan depuis près de soixante ans seront-ils amenés à une confrontation locale par l'entremise des forces armées qu'ils contrôlent respectivement ? En mai 2018, Recep Tayyip Erdogan s'est insurgé contre le retrait américain de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien. Il laisse le soin au porte-parole de la présidente turque de déclarer que les États-Unis seraient « les perdants » d'une telle mesure qui risque d'ouvrir la voie à de « nouveaux conflits » dans la région. Les relations turco-iraniennes s'organisent selon une toute autre logique. Les deux pays sont voisins

et pèsent d'un poids comparable sur les équilibres régionaux. Aucun contentieux historique datant de plus d'un siècle, aucune prétention territoriale concurrente n'alourdissent leur perception réciproque. Leurs traditions ont été bousculées de façon similaire, bien que chacun ait réagi de manière singulière. Leurs intérêts énergétiques et économiques, leur commune méfiance d'Israël, élément structurant du système de légitimation iranienne, constituent un ciment qui semble suffire à résister aux tensions du moment.

Bibliographie

- DJALILI M. R (2015), « Deux lions qui se toisent sans se battre », *Le Temps*, 20 mai.
- DORRONSORO G. (2004), *La Nébuleuse Hizbullah*, Institut français d'études anatoliennes, Istanbul.
- FOREIGN ECONOMIC RELATIONS BOARD (2015), *Iran Ülke Bülteni*, p. 30.
- KAVAL A. (2012), « Les relations Turquie-Iran. De l'ère des empires aux "printemps arabes" », *Les Clés du Moyen-Orient*, 14 novembre.
- LORIN A. (2015), « La quête de profondeur stratégique dans la relation de la Turquie à l'Iran entre 2002 et 2010 », mémoire de master, université Lyon-III.
- REBIERE N. (2018 à paraître), « Les relations russo-turques à la lumière des enjeux énergétiques : coopération stratégique, interdépendances économiques et compétition énergétique », *Confluences Méditerranée*.